

JACQUES CHIRAC LANCE L'APPEL DU REICHSTAG

Grand discours européen, hier devant les députés allemands.

Berlin envoyés apétioux

Pierres marquées par les impacts de balles de la Deuxième Guerre mondiale, graffitis de soldats russes et nouveau dôme de verre: Jacques Chirac avait choisi un lieu chargé d'histoire et symbole de la nouvelle Allemagne, le Reichstag, pour tenir hier son grand discours européen. Premier chef d'Etat étranger à parler devant les députés allemands depuis leur réinstallation à Berlin, Chirac a exhorté à «prendre des risques» et «sortir des sentiers battus» pour «poursuivre la grande aventure communautaire». A trois jours du début de la présidence française de l'Union européenne, il a voulu faire, lui aussi, son «discours Fischer»: esquisser une vision à moyen terme de l'Union élargie à bientôt 30 membres, comme l'a fait récemment le chef de la diplomatie allemande.

«**Groupe pionnier**». Chirac a repris l'idée de Fischer d'une «avant-garde» ou d'un «centre de gravitation» des pays de l'Union qui souhaitent pousser plus loin l'intégration, tout en la rebaptisant «groupe pionnier». A cette future locomotive européenne, il assigne «dès l'an prochain» trois champs d'action: la coordination des politiques économiques, la défense et la lutte contre la criminalité. Il s'agit de ne pas faire peur aux pays qui n'en seraient pas. Ce groupe ne requerra ni nouveau traité ni «institutions sophistiquées», a assuré Chirac, mais un simple «secrétariat», «mécanisme de coordination souple», «chargé de veiller à la cohérence des positions et des politiques de ses membres». Alors que, pour Fischer, «l'avant-garde» ouvre la voie à une «Fédération européenne», elle ne doit être dotée que d'une «structure intergouvernementale» selon le chef de l'Etat: «Je ne vois aucun pays parmi les quinze qui soit disposé à mettre en place un gouvernement supranational», a-t-il observé lors d'une conférence de presse, hier soir. Il écarte aussi l'idée de Fischer d'une élection d'un président de l'Union au suffrage universel. Devant le patronat allemand, Chirac a précisé encore qu'«il ne s'agit pas de créer un gouvernement économique de l'Euro-



Le président français Jacques Chirac a été chaleureusement applaudi par les députés allemands après son discours, hier au Reichstag, à Berlin.

pe», idée longtemps agitée en France par les socialistes. Pas sûr, pour autant, que la formule chiracienne soit retenue: en Allemagne ou en Europe de l'Est, les «pionniers» évoquent plutôt les anciennes Jeunesses communistes. Dans la traduction du discours pour les députés, «groupe pionnier» est déjà redevenu «avant-garde», «un joli mot allemand», plaisantait Joschka Fischer à la sortie de l'hémicycle: «Pionnier, c'est entraînant, ça fait chantier.»

Formule en vogue. Pour organiser cette architecture de l'après-élargissement, Chirac a aussi repris l'idée d'une «Constitution européenne», essentiellement chargée selon lui de «dire qui sait quoi en Europe», répartir les compétences entre régions, nations et Europe. Le Président s'est borné à brandir cette formule en vogue, sans dire ce qu'il veut mettre dedans. Heureuse coïncidence de calendrier, Alain Juppé présente justement son

projet aujourd'hui. Au terme d'un travail de réflexion qui prendra «sans doute quelques années», Chirac envisage que cette Constitution européenne soit adoptée par référendum dans tous les pays membres.

Au cas où tout cela ne paraîtrait pas suffisamment ambitieux, Jacques Chirac a conclu son discours par un feu d'artifice de propositions franco-allemandes. Pêle-mêle, il a suggéré une «conférence germano-française» réunissant chaque année «responsables politiques, économiques, syndicaux, associatifs, représentants des médias et personnalités du monde culturel», une «Fondation» pour patrons et cadres, 2000 voyages linguistiques pour des lycéens des deux pays. Et, pour les artistes, un ersatz berlinois de la Villa Médicis romaine. Pas sûr que

ce pot pourri soit aussi marquant que le discours de François Mitterrand, venu défendre l'installation des euromissiles devant le Bundestag à Bonn en 1983.

France moderne. Après le Chirac visionnaire, le VRP. Le président a achevé sa visite d'Etat de deux jours en expliquant au patronat allemand combien «la France change». A ce public qui considère encore la France comme le dernier repaire du colbertisme et de l'étatisme, Chirac a décrit une France moderne où règne «l'esprit d'initiative». Pour preuve de cette modernisation, il a vanté le processus de refondation sociale lancé par Ernest-Antoine Seillière, le président du Medef, venu avec lui à Berlin. «L'idée fait son chemin que le contrat collectif doit conquérir de nouveaux espaces.

Ces accords, les partenaires sociaux sont les mieux placés pour les définir», a-t-il lancé à trois jours de la remise à Martine Aubry du texte sur l'assurance chômage signé par le Medef, la CFDT et la CFTC. Une pierre lancée dans le jardin de Lionel Jospin et de sa gauche plurielle divisée sur le sujet. Jacques Chirac a aussi prôné un «contrat de croissance pour l'Europe et pour l'emploi», sans donner de contenu à sa formule.

Geste d'amitié pour Kohl. Avant de s'envoler pour Paris prendre un apéritif remobilisateur à la Samaritaine avec les députés de droite, Jacques Chirac n'a pas oublié Helmut Kohl. Deux jours avant que l'ancien chancelier ne compare devant la commission parlementaire qui enquête sur ses caisses noires, il a rendu visite au nouveau paria de la politique allemande. Un geste d'amitié et un rappel: pour Chirac, les affaires, c'est secondaire.

GILLES BRESSON
et LORRAINE MILLOT

«Une révolution»

«C'est une révolution pour la pensée française», s'exclamaient, sitôt après le discours, le député chrétien-démocrate Karl Lamers, le premier à avoir lancé, en 1994, l'idée d'un «noyau dur» unissant les pays de l'Union les plus ambitieux. «Que l'on parle d'avant-garde, de noyau dur ou de centre de gravitation, c'est la même vision», assure-t-il, ajoutant: «Comptez sur moi pour que la France soit prise au mot.» Les réactions du gouvernement allemand ont été plus tièdes. Joschka Fischer a jugé que le discours est «important et montre le chemin». Il a relevé «quantité de points communs» avec son approche. «Une toute nouvelle dynamique anime l'Europe.» L.M. (B+11)

Chirac dans les pas de Fischer

Le président français relance l'Europe après une période de réticences.

Bruxelles de notre correspondant

Cela devient presque banal par les temps euro-enthousiastes actuels. Jacques Chirac a, en effet, appelé à la rédaction d'une « Constitution européenne ». Pourtant, personne n'aurait pu imaginer, il y a encore quelques semaines, qu'il brandirait ainsi l'étendard de la « refondation institutionnelle de l'Union ». Qu'on se souvienne: c'était à la fin de l'année dernière. Lorsqu'on les interrogeait sur l'avenir de l'Europe, les autorités françaises répondaient qu'il fallait être pragmatique et surtout ne pas « charger la barque » de la Conférence intergouvernementale (CIG) destinée à réformer les institutions communautaires. On expliquait docilement qu'une Union élargie à vingt ou trente Etats pourrait parfaitement fonctionner, au prix de quelques aménagements minimes. Toute idée de « refondation » était hérétique.

Au Panthéon. Le pourtant très prudent rapport des « sages » remis le 18 octobre 1999 à la Commission, sur « Les implications institutionnelles de l'élargissement », avait été proprement exécuté par Pierre Moscovici, le ministre français des Affaires européennes. Son crime? Avoir osé envisager une réforme en profondeur avant l'élargissement, et, en particulier, l'élaboration d'une « Constitution ». ... A l'époque, toujours, la Commission avait déclenché l'ire de la France en osant simplement proposer que la CIG porte non seulement sur la composition de la Commission, l'extension du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres et le rééquilibrage entre petits et grands pays, mais aussi sur les « opérations renforcées », ce système censé permettre à quelques Etats déterminés d'aller de l'avant sans attendre les autres...

C'est dire l'état de déliquescence dans lequel était tombé le débat européen. Joschka Fischer a sans doute d'ores et déjà gagné sa place au Panthéon des grands Européens. Son discours du 12 mai, dans lequel il propose différentes pistes pour aboutir à une



Hier à l'hôtel Adlon de Berlin, Jacques Chirac et Joschka Fischer, ministre allemand des Affaires étrangères.

«fédération européenne», a réussi à faire sauter le couvercle qui confinait la réflexion sur l'avenir de l'Europe à quelques spécialistes. Certes, cela n'est pas vrai partout: la plupart des pays européens observent prudemment, incrédules, un débat auquel ils n'étaient pas préparés. Même la Commission reste étrangement absente. Tout se passe comme si l'Europe était redevenue, pour l'instant, une affaire purement franco-allemande. Car, des deux côtés du Rhin, le débat public est lancé.

Dynamique. En France, c'est même l'explosion. On n'a jamais connu pareille surenchère en faveur d'un approfondissement de la construction communautaire. Les «européistes» du gouvernement Jospin sont totalement dépassés, comme en témoigne la réaction embarrassée d'Hubert Védrine au plan Fischer. A droite, en revanche, nulle réticence. François Bayrou, le patron de l'UDF, qui a fait de l'Europe son fonds de commerce, en a profité pour proposer un projet de Constitution largement inspiré de celle des Etats-Unis. De façon plus surprenante, Alain Juppé,

ancien Premier ministre RPR, a lui aussi pondu un projet de loi fondamentale qu'il présente aujourd'hui avec Jacques Toubon, mais évidemment d'inspiration plus gaulliste: le centre de la légitimité politique resterait le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, chargé d'élire un président de l'Europe.

Vague proeuropéenne. Chirac, en se réjouissant des réflexions de Fischer et en livrant sa version de l'avenir de l'Union, a enfourché sans complexes ni états d'âme cette vague proeuropéenne. Et c'est plutôt bien vu: comme le montre le sondage réalisé par *Libération* et France 3 (*Libération* du 26 juin), 70% des Français souhaitent une accélération de l'intégration communautaire. Cette dynamique exceptionnelle, Jospin et son équipe ne l'ont pas perçue. Pour eux, comme le reconnaissent en privé des membres du PS, le gouvernement est resté en 1996, à une époque où l'Europe ne faisait pas recette. Le gouvernement apparaît ainsi en retrait. Et laisse le champ libre à un Président ravi d'une telle aubaine. Après la «fracture sociale», l'«élan européen»? ● JEAN QUATREMER

Socialistes rabat-joie

Le PS minimise, les Verts applaudissent, la droite entonne.

Le moins que l'on puisse dire est que les socialistes ont modéré leur enthousiasme après le discours de Berlin de Jacques Chirac. Au nom du PS, François Hollande a minimisé la portée des propositions du Président: «Je ne crois pas qu'il ait la d'idées véritablement nouvelles. Il y a la poursuite d'un effort engagé depuis longtemps pour essayer de simplifier, de clarifier les institutions européennes», a-t-il dit. Un ton volontairement rabat-joie qui illustre le fait que, sur ce débat européen, le gouvernement de Lionel Jospin se trouve singulièrement en retrait, à la fois parce qu'il se concentre sur les enjeux médiatisés de la présidence française de l'UE, mais aussi pour des raisons de fond: on sait Hubert Védrine réticent à l'idée d'une Constitution et Lionel Jospin peu favorable au coup d'accélérateur proposé. En revanche, le député Vert Noël Mamère s'est félicité du «ralliement tardif» du chef de l'Etat à une Constitution européenne. Et Daniel Cohn-Bendit a lancé: «Bravo Chirac, welcome in the club, le club des européens!»

A droite, Jacques Chirac a reçu le soutien prévisible du RPR, alors qu'Alain Juppé et Jacques Toubon doivent préciser leur vision d'une future Constitution européenne lors d'un colloque aujourd'hui à Paris. «C'est un moment très important de l'histoire européenne», a renchéri le président de l'UDF, François Bayrou, qui a lui-même présenté lundi son projet de Constitution européenne.

A l'inverse, les «souverainistes» font grise mine. Pour Philippe de Villiers, vice-président RPF, Jacques Chirac «est d'une Europe confédérale à une Europe fédérale».

Le député chevenementiste de Paris Georges Sarre a, quant à lui, accusé Jacques Chirac d'«épouser l'air du temps, quoi qu'il en coûte à la République et à la France». «Il n'y a pas de peuple européen. Parler de Constitution européenne est donc une affaire surréaliste», a ajouté le chef de file des députés MDC. Les deux partis d'extrême droite français, le FN et le MNR, ont eux aussi fustigé ce discours.

A l'étranger, le porte-parole de Tony Blair a souligné hier que la Grande-Bretagne s'opposait à l'idée d'une Europe à deux vitesses, tout en s'abstenant de critiquer directement l'appel lancé à Berlin par Jacques Chirac pour la création d'un groupe de pays «pionniers» ● S. Et.

«Il faut savoir prendre des risques»

Morceaux choisis du discours de Jacques Chirac au Reichstag.

«Il est des moments où il faut savoir prendre des risques. Sortir des sentiers battus. La poursuite de la grande aventure communautaire est à ce prix!

Trois convictions

L'élargissement est une grande ambition légitime et nécessaire. Il est en marche. Ce sera difficile, pour les pays candidats comme pour les Etats membres. Mais, demain, nous serons trente. [...] Mais, pour autant, l'exigence est claire. L'élargissement ne sera pas une fuite en avant. Nous ne laisserons pas se défaire le projet européen auquel vous et nous, avec nos partenaires, avons, depuis près d'un demi-siècle, consacré tant de volonté et tant d'énergie.

Le rythme de la construction

européenne ne se décrète pas. Il résulte, pour une large part, des progrès, parmi nos peuples, du sentiment d'identité et d'appartenance européennes.

Je crois nécessaire d'éclairer le débat sur la nature de l'Union. C'est déformer la vérité de dire qu'il y a d'un côté ceux qui défendent la souveraineté nationale et, de l'autre, ceux qui la bradent. Ni vous ni nous n'envisageons la création d'un super Etat européen qui se substituerait à nos Etats-nations et marquerait la fin de leur existence comme acteurs de la vie internationale.

Les prochaines étapes
La première étape, incontournable, est la réussite, sous présidence française, de la Conférence intergouvernementale

(CIG). Après, à la fin de l'année, s'ouvrira une période que je qualifierai de «grande transition» au terme de laquelle il faudra que l'Union soit stabilisée dans ses frontières et dans ses institutions.

C'est aussi l'approfondissement des politiques, à l'initiative des pays qui souhaitent aller plus loin ou plus vite. Rassemblés avec l'Allemagne et la France, ils pourraient se constituer en un «groupe pionnier». Ce groupe ouvrirait la voie en s'appuyant sur la nouvelle procédure de coopération renforcée définie par la CIG et en notant, si nécessaire, des coopérations hors traité, mais sans jamais remettre en cause la cohérence et l'acquis de l'Union.

C'est de cette façon, naturelle-

ment, que se dégagera la composition du «groupe pionnier». Non pas sur une base arbitraire, mais par la volonté des pays qui décideront de participer à l'ensemble des coopérations renforcées. Je souhaite ainsi que, dès l'an prochain, le «groupe pionnier» puisse s'atteler, notamment, à une meilleure coordination des politiques économiques, à un renforcement de la politique de défense et de sécurité, et à une plus grande efficacité dans la lutte contre la criminalité. Faut-il que ces Etats concluent entre eux un nouveau traité et se dotent d'institutions sophistiquées? Je ne le crois pas. [...] Evitons de figer des divisions de l'Europe [...].

Où la Constitution
Je propose que, dès après le

sommet de Nice, nous lançions un processus qui nous permette, au-delà de la CIG, de répondre aux autres questions institutionnelles qui se posent à l'Europe.

D'abord, réorganiser les traités afin d'en rendre la présentation plus cohérente et plus compréhensible pour les citoyens. Ensuite, définir de façon claire la répartition des compétences [...]; préciser la nature de la Charte des droits fondamentaux; renforcer l'efficacité et le contrôle démocratique de notre Union. [...] Et, à l'issue de ces travaux, les gouvernements puis les peuples seraient appelés à se prononcer sur un texte que nous pourrions alors consacrer comme la première Constitution européenne.»

Chevènement et Delors unis «contre» l'UE

Ni l'un ni l'autre ne veulent d'une Constitution européenne.

L'europhile Jacques Delors et l'eurosceptique Jean-Pierre Chevènement réconciliés pour s'opposer à une Constitution européenne... au moment même où Jacques Chirac s'y déclare favorable (1)! C'est la petite révélation du débat organisé lundi par la fondation du 2 Mars (ex-fondation Marc-Bloch), au Conseil économique et social, entre l'ancien président de la Commission européenne et le ministre de l'Intérieur. Une confrontation qui aura permis de montrer l'union des contraires au sein de la famille socialiste.

«Je suis un européen optimiste, a d'abord indiqué Jean-Pierre Chevènement. Mais le moment est venu de passer à une Europe pratique. Il faut en finir avec la méthode Monnet-Schuman qui repose sur une sorte de croyance européenne. Il est temps de passer de l'âge théologique à l'âge positiviste», a-t-il martelé devant un public acquis à sa cause. Jacques Delors a rétorqué dans un sourire qu'il n'avait amené «ni missel ni traité de Rome» avec lui, déclenchant les rires de la salle. Le sujet du jour était la charte des droits fondamentaux, dont les Quinze ont arrêté le principe l'année dernière et qui est le préambule à peine masqué d'une Constitution européenne. Lui préférant un nouveau traité international, Jacques Delors a créé la surprise en se

prononçant «contre une Constitution européenne». Même la charte ne trouve pas grâce à ses yeux: «Mais qui vous a dit que j'étais pour?», a lancé Delors, pas mécontent de surprendre ses interlocuteurs.

Le président du Mouvement des citoyens a profité de l'aubaine: «Il n'existe pas de peuple européen, une Constitution serait irréaliste!» Les deux hommes se sont également accordés sur la nécessité d'élargir l'Union «à l'Est», comme l'a dit Jacques Delors, «mais aussi au Sud», a précisé Jean-Pierre Chevènement. L'ancien président de la Commission européenne a présenté son projet d'une «fédération d'Etats-nations», qui consiste à créer une avant-garde fédérale au sein d'une Union élargie. «Soyons euroréalistes, lui a répondu Jean-Pierre Chevènement. Avançons dans les coopérations renforcées, de gouvernement à gouvernement.» Jacques Delors l'a rassuré en précisant qu'il n'était pas un «fédéraliste intégriste» et qu'il ne croyait pas à la «disparition des Etats-nations». Après une heure et demie d'une discussion parfois tendue, Jean-Pierre a trouvé Jacques «attachant, mais quelque peu impérieux», alors que Delors s'est dit heureux d'avoir débattu avec Chevènement, «comme toujours égal à lui-même» ●

THOMAS LEBÉGUE

(1) Lire aussi pages 9 et 10.